

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/501

8 juillet 2003

(03-3678)

Conseil général

Original: anglais

OBSERVATIONS SUR LA COMMUNICATION DES CE (WT/GC/W/491) AU SUJET DES MODALITÉS CONCERNANT LES QUESTIONS DE SINGAPOUR

Communication du Bangladesh, de Cuba, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, de la Malaisie, du Nigéria, du Pakistan, du Venezuela, de la Zambie et du Zimbabwe

Au nom du Bangladesh, de Cuba, de l'Égypte, de l'Inde, de l'Indonésie, du Kenya, de la Malaisie, du Nigéria, du Pakistan, du Venezuela, de la Zambie et du Zimbabwe, la Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 juillet, en lui demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

1. Les paragraphes 20, 23, 26 et 27 de la Déclaration ministérielle de Doha prévoient que des négociations se tiendront au sujet des "questions de Singapour", à savoir le commerce et l'investissement, le commerce et la politique de la concurrence, la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges, après la cinquième Conférence ministérielle, sur la base d'une décision qui sera prise, à cette session, sur les "modalités" des négociations. Il est dit aux paragraphes 20, 23, 26 et 27 de la Déclaration que "nous convenons que des négociations auront lieu après la cinquième session de la Conférence ministérielle sur la base d'une décision qui sera prise, par consensus explicite, à cette session sur les modalités des négociations".

2. Il est important de rappeler les éclaircissements donnés par le Président de la Conférence ministérielle de Doha, à savoir: *"Je relève que certaines délégations ont demandé des éclaircissements au sujet des paragraphes 20, 23, 26 et 27 du projet de déclaration. Permettez-moi de dire que, s'agissant de la référence faite dans ces paragraphes de la nécessité d'un consensus explicite pour qu'une décision soit prise à la cinquième session de la Conférence ministérielle, il est entendu pour moi qu'il faudrait effectivement qu'une décision soit prise, par consensus explicite, avant que les négociations concernant le commerce et l'investissement, le commerce et la politique de la concurrence, la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges puissent s'engager. À mon avis, cela donnerait aussi à chaque Membre le droit de prendre position sur les modalités qui empêcheraient les négociations de s'engager après la cinquième session tant qu'il ne serait pas prêt à s'associer à un consensus explicite."*

3. L'hypothèse posée dans le document des CE, à savoir que les négociations sur les questions de Singapour commenceront après Cancún, n'est pas correcte. Le paragraphe 20 (qui porte sur la politique en matière d'investissement et de concurrence) de la Déclaration ministérielle de Singapour du 13 décembre 1996 indique clairement ce qui suit: "Il est clairement entendu que s'il y a des négociations futures sur des disciplines multilatérales dans ces domaines, elles n'auront lieu qu'après que les Membres de l'OMC auront pris par consensus une décision expresse à ce sujet." Comme nous le savons tous, aucune décision de la sorte n'a été prise sur la base d'un consensus explicite lors des Conférences ministérielles ultérieures qui se sont tenues à Genève (1998), Seattle (1999) et Doha

(2001). En conséquence, les discussions demeurent au même stade que ce qui avait été décidé à la Conférence ministérielle de Singapour. Cette position a été réaffirmée dans la déclaration finale du Président à Doha. L'existence d'un consensus explicite est une condition préalable au commencement des négociations.

4. L'hypothèse posée dans le document des CE, à savoir que les questions de Singapour font partie intégrante d'un engagement unique n'est pas non plus correcte. Le paragraphe 47 de la Déclaration ministérielle de Doha dispose ce qui suit: "À l'exception des améliorations et clarifications du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, la conduite et la conclusion des négociations ainsi que l'entrée en vigueur de leurs résultats seront considérées comme des parties d'un engagement unique." Dans les discussions en cours à l'OMC, les quatre questions ne sont pas considérées comme faisant partie des négociations dans le cadre du Programme de travail de Doha et ne relèvent donc pas de la compétence du CNC. Il est donc erroné de dire que ces questions font partie de l'engagement unique.

5. L'hypothèse posée dans le document des CE, à savoir que les Membres de l'OMC sont convenus de mener, jusqu'à la cinquième Conférence ministérielle de Cancún, des travaux préparatoires n'est pas non plus correcte. En vertu de la Déclaration ministérielle de Doha, jusqu'à la cinquième Conférence ministérielle, les Membres sont convenus de centrer leurs travaux sur la clarification et l'examen de certains aspects des questions de Singapour.

6. Puisque l'existence d'un consensus explicite au sujet des modalités est une condition préalable au commencement des négociations, il est très important de clarifier ce qu'il faut entendre par modalités et en quoi consiste la question des modalités. La Déclaration ministérielle de Doha elle-même ne donne pas de définition du terme "modalités". Il serait donc logique de définir cette notion en se fondant sur la pratique actuelle de l'OMC. Il est clair que les "modalités" des négociations sur une question englobent les aspects de cette question qui font l'objet d'un accord ainsi que la nature et la direction des obligations à assumer. Un consensus sur les modalités nécessiterait donc que tous les Membres soient d'accord quant aux questions précises à examiner et quant à l'examen au fond de ces questions, y compris en ce qui concerne la nature et la direction des obligations et des engagements qui en découlent.

7. Le document des CE contient un examen superficiel de la notion de "modalités", et ce de plusieurs façons: i) en considérant les quatre questions de Singapour ensemble (et non une par une) et en proposant d'élaborer un "ensemble commun d'options pour les modalités". D'après les CE, ces "options" devraient être "suffisamment larges et flexibles" pour tenir compte des différences évidentes entre les quatre questions tout en permettant qu'une "décision favorable" soit prise au sujet des quatre questions à Cancún; et ii) en définissant la question des modalités comme consistant à énumérer les "éléments des modalités" tout en évitant d'aborder les aspects de fond et le contenu même des modalités. Sous la rubrique "Éléments des modalités", le document des CE se contente d'énumérer trois questions, à savoir les questions procédurales (nombre de réunions, etc.), la portée et le champ du programme de négociation, et la question du traitement spécial et différencié. Cette liste brève et superficielle des "éléments des modalités" ne rend pas compte de la portée ni de la nature des discussions qui ont eu lieu au sujet des questions de Singapour. Le document des CE donne à entendre que l'existence d'un consensus explicite au sujet des modalités elles-mêmes n'est pas nécessaire et qu'il suffit d'énumérer les "éléments des modalités".

Quelques observations supplémentaires

8. Contrairement à ce qui est indiqué dans le document des CE, chacune des questions de Singapour a ses propres aspects particuliers, chacune d'elles a ses propres éléments de complexité, et chaque question en est à son propre niveau ou stade de discussion. Il ne serait donc pas possible ni approprié de mettre les quatre questions dans un seul panier.

9. Les "modalités" des négociations ne sont pas définies dans la Déclaration ministérielle de Doha et la formule retenue par les CE, qui consiste simplement à énumérer les très grands domaines de négociation, est inadéquate. Dans la mesure où la déclaration n'a pas défini ce qu'il fallait entendre par "modalités", il est donc logique d'envisager la question dans le contexte de la pratique actuelle de l'OMC. On peut trouver une interprétation correcte et plus complète en se référant à la manière dont sont traitées les "modalités" dans les précédentes négociations et dans celles qui se déroulent actuellement. Pour définir la notion de "modalités", il est clair qu'une simple classification des questions et une simple énumération de certains de leurs éléments ne suffisent pas. La teneur même de ces questions et la nature et la direction des obligations font partie intégrante des modalités et en constituent un élément essentiel. Le document des CE cherche à détourner le sens de la décision à prendre au sujet des modalités en en faisant une décision sur les "éléments des modalités" ou sur la classification des questions, au lieu de considérer qu'il s'agit de se mettre d'accord sur la liste et la teneur des questions quant au fond. Le document ne dit rien de la teneur ni du contenu de ces questions. Les "éléments des modalités" indiqués par les CE ne constituent donc pas des "modalités". L'existence d'un consensus explicite sur les modalités est nécessaire pour que les négociations puissent commencer et non pas l'existence d'un consensus sur la manière de classer et de regrouper les différents aspects de procédure et de structure des questions de Singapour.

Observations finales

10. Nous avons engagé des débats constructifs au sein des groupes de travail respectifs/du CCM sur les questions de Singapour. Toutefois, les discussions qui ont eu lieu dans les groupes de travail/au CCM, par exemple dans le cadre du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement, ont clairement montré qu'il ne se dégage pas d'opinion claire, même parmi les auteurs de la proposition, quant à la structure d'un cadre multilatéral éventuel ou de ses éléments constitutifs. En fait, cette divergence de vues s'étend aux questions fondamentales que sont celles de la portée et de la définition. Les divergences de vues entre les Membres sur divers aspects de la question à l'examen ont été clairement indiquées dans le rapport annuel du Groupe de travail pour 2002. Ces divergences de vues et l'absence de clarté entre les auteurs de la proposition ont également empêché les Membres en développement et les Membres les moins avancés de mieux évaluer quelles seraient les répercussions de l'instauration d'une coopération multilatérale plus étroite sur leurs politiques et objectifs en matière de développement ainsi que sur leur développement humain et institutionnel - élément clé du mandat de Doha. La question connexe est celle de la fourniture d'une assistance technique et de moyens de renforcement des capacités dans ces domaines aux Membres en développement et aux Membres les moins avancés. Le processus de clarification de certains éléments relatifs aux quatre questions de Singapour se poursuit. Les divergences de vues demeurent nombreuses, même parmi les auteurs de la proposition.

11. Il est donc clair que des discussions et des clarifications supplémentaires seront nécessaires pour permettre aux Membres d'examiner en connaissance de cause la question des modalités pour chacune des questions de Singapour. Une position similaire a été réaffirmée lors de la réunion des Ministres du commerce de l'Afrique orientale et australe, tenue à Nairobi (Kenya) les 28 et 29 mai 2003, de la deuxième réunion des Ministres du commerce des PMA, tenue du 31 mai au 2 juin 2003 à Dhaka (Bangladesh) et de la réunion des Ministres du commerce de l'Union africaine, tenue les 19 et 20 juin 2003 à Grand Baie (Maurice). Les extraits pertinents des déclarations publiées à l'issue de ces réunions sont joints en annexe (ANNEXE I). Les coauteurs de la présente communication réaffirment qu'ils sont résolus à engager des débats constructifs au sein des groupes de travail respectifs/du CCM en vue de mieux évaluer les incidences de l'instauration d'une coopération multilatérale plus étroite sur leurs politiques et objectifs en matière de développement ainsi que sur leur développement humain et institutionnel.

ANNEXE I

Réunion des Ministres du commerce de l'Afrique orientale et australe, tenue à Nairobi (Kenya) les 28 et 29 mai 2003

- En ce qui concerne les questions relatives au commerce multilatéral, nous exhortons les Membres de l'OMC à faire en sorte que le processus de clarification des questions de Singapour se poursuive.

[Alinéa xiv de la Déclaration de Nairobi concernant les préparatifs en vue des négociations des Accords de partenariat économique et de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC – WT/L/519.]

Deuxième réunion des Ministres du commerce des PMA, tenue du 31 mai au 2 juin 2003 à Dhaka (Bangladesh)

- Poursuite des travaux et études techniques visant à clarifier les incidences des questions de Singapour sur les aspirations des PMA en matière de développement.

[Paragraphe 15 xi) de la Partie I de la Déclaration de Dhaka – WT/L/521.]

Réunion des Ministres du commerce de l'Union africaine, tenue les 19 et 20 juin 2003 à Grand Baie (Maurice)

- Il y a lieu de reconnaître la complexité et l'importance des questions de Singapour et de relever que les Membres de l'OMC n'ont pas une interprétation commune de la manière dont ces questions devraient être abordées sur le plan des procédures et quant au fond. Compte tenu des répercussions sérieuses éventuelles de ces questions sur nos économies, nous demandons à ce que le processus de clarification se poursuive.

[Paragraphe 11 de la Déclaration ministérielle de Maurice sur la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC – WT/L/522.]
